

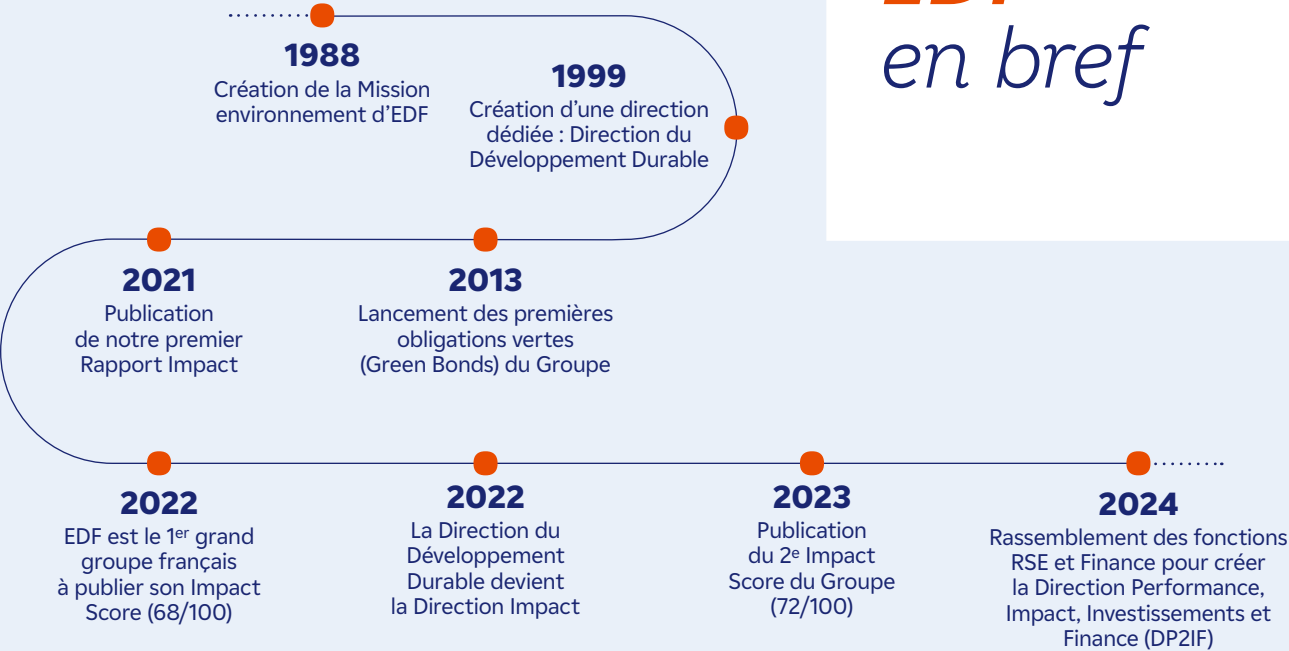


AGIR POUR UN IMPACT POSITIF



RAPPORT
IMPACT
2024

L'impact chez EDF



*Le groupe
EDF
en bref*

Nos chiffres clés 2023



467,6 TWh

Production d'électricité du groupe EDF avec une intensité carbone de 37 gCO₂/kWh.



706 M€

Budget de recherche et développement



18,2 Mds€

Investissements en accord avec l'objectif de neutralité carbone



34,3 M

Clients électricité dans le monde



179 550

Collaborateurs dans le monde, dont 26 % de femmes



12,4 MtCO₂

évités par les produits et services fournis à nos clients en 2023

Une raison d'être au cœur de notre action :
Construire un avenir énergétique neutre en CO₂, conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants.



À propos de ce rapport

Après une première édition en 2021, ce nouveau rapport impact fait état des avancées du groupe EDF, et ouvre des perspectives sur la poursuite de notre transition vers un monde électrique juste, inclusif et durable.

Édito de Luc Rémont

04

1 NOUS CONSTRUISONS AUJOURD'HUI LES MODÈLES ÉNERGÉTIQUES DE DEMAIN

06

Notre projet de développement,
de performance et de transformation
pour l'entreprise

07

Finance & RSE : une nouvelle organisation
au service d'une performance intégrée

08

CSRD : pour une performance intégrée

10

Un dialogue nourri avec l'écosystème

11

Agir sur l'ensemble notre chaîne de valeur

12

Optimiser notre impact : nos 16 engagements

13

Notre approche de l'analyse d'impact

15

2 NOUS CONTRIBUONS À UNE TRANSITION JUSTE ET AMBITIEUSE

16

Comment conjuguer intensification des
usages électriques et limites planétaires ?

17

Comment opérer en préservant
et restaurant les écosystèmes ?

21

Quel modèle pour une transition
juste et inclusive ?

25

Comment mieux partager la valeur
avec les territoires ?

29

Tous mobilisés !

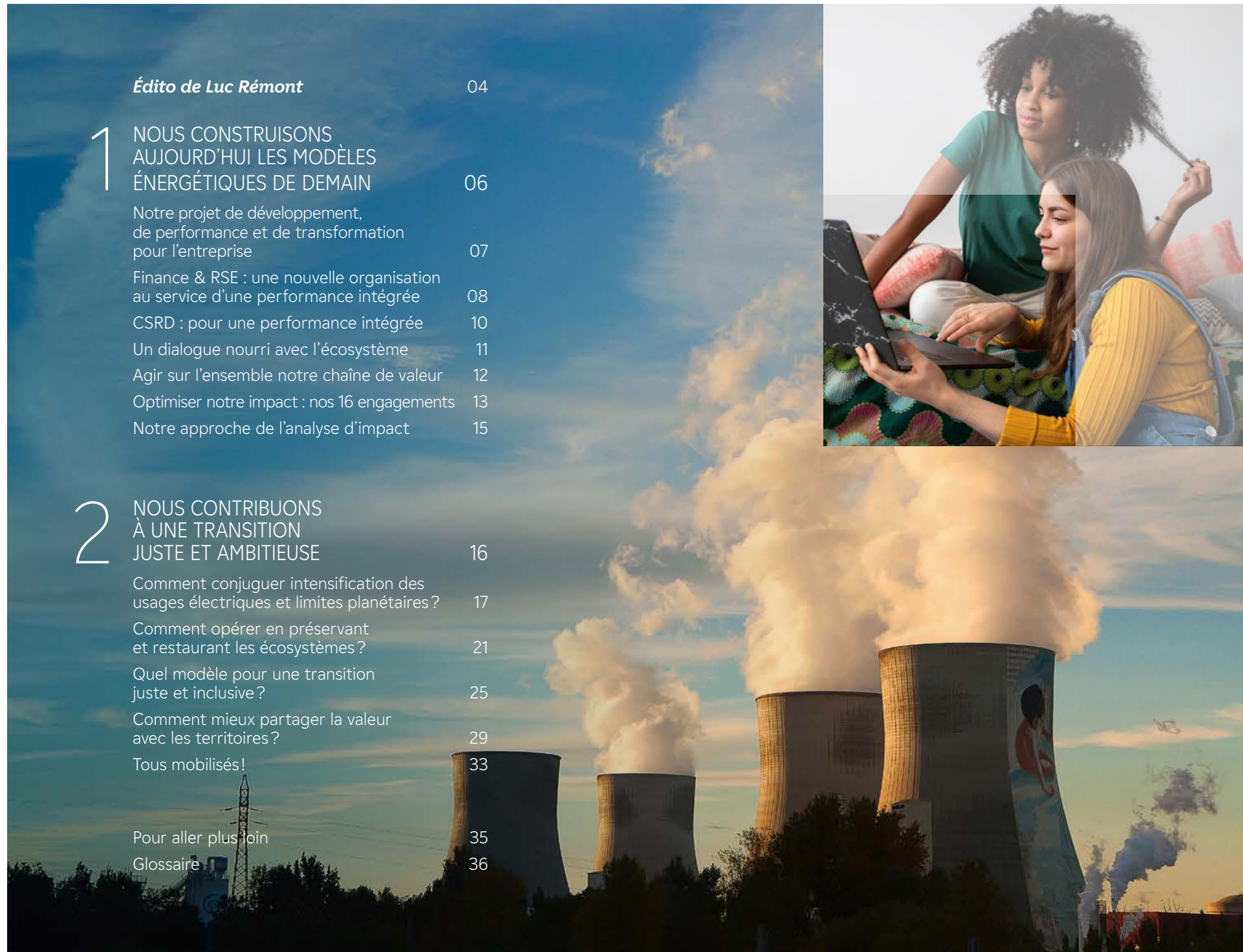
33

Pour aller plus loin

35

Glossaire

36



« Être le premier producteur d'**électricité décarbonée** au monde nous confère une responsabilité majeure...



La notion d'impact est devenue centrale, ce n'est plus à démontrer. Nous avons fait le choix de la placer au cœur de notre organisation et de la manière dont nous abordons la question de la performance. C'est, nous le savons, plus que jamais essentiel.

La décarbonation de l'énergie doit devenir une réalité, EDF l'a placée au cœur de sa raison d'être. En effet, une énergie neutre en CO₂ permet de répondre à l'enjeu climatique mondial, et représente aussi un enjeu d'indépendance pour nos sociétés, tout en conciliant progrès et bien-être.

Le mix énergétique du Groupe est déjà résolument bas carbone. En 2023, nous avons produit 434 TWh d'électricité bas carbone, 46 TWh de plus qu'en 2022. Si nous avons produit plus, notre intensité carbone est en baisse, avec 37 gCO₂/kWh, douze fois moins que la moyenne mondiale. Autre élément extrêmement positif, Moody's Ratings a confirmé que notre trajectoire de réduction des émissions de CO₂ est en ligne avec un scénario de réchauffement climatique limité à +1,5 °C.

Être le premier producteur d'électricité décarbonée au monde nous confère aussi une responsabilité majeure. Celle d'agir, avec force et détermination, pour

répondre au défi climatique. Nous devons faire preuve d'innovation, de détermination et de rigueur pour bâtir le système électrique du futur, défini par de nouveaux usages et une demande croissante, et s'inscrivant dans une transition énergétique juste et ambitieuse.

Si l'année 2023 a permis au Groupe de réaliser des résultats financiers très positifs, les défis auxquels nous devons faire face sur les prochaines années sont nombreux et d'une ampleur inédite.

Nous travaillons à faire évoluer nos métiers, et à transformer nos méthodes. Il s'agit de penser notre performance de manière collective, d'augmenter notre cadence industrielle, pour entrer dans une nouvelle ère des bâtisseurs qui donnera à EDF la capacité à réaliser, mettre en service et opérer des projets qui améliorent la vie des citoyens et qui verdissent l'activité des industriels.

Le nucléaire tiendra un rôle de premier plan, tant pour tenir le volume de production nécessaire, que pour renforcer notre souveraineté énergétique. La construction de nouveaux réacteurs EPR pour la première fois en France depuis le siècle dernier – conformément à la stratégie gouvernementale de relance du nucléaire –

... celle d'agir, avec force et détermination,
pour répondre aux enjeux climatiques. »



va nous permettre de passer des étapes décisives. Le déploiement des énergies renouvelables notamment avec l'éolien terrestre et maritime ou le solaire est également essentiel. Nous sommes en bonne voie, mais nous avons encore beaucoup à faire.

Je voudrais souligner, dans un contexte international particulièrement complexe, des signaux positifs qui vont dans le sens de la transformation déployée par EDF pour faire face aux grands défis posés par la transition environnementale. Deux initiatives majeures, appuyées par la France, ont en effet été annoncées dans le cadre de la COP28 qui s'est tenue fin 2023 à Dubai. La première concerne l'appel d'une vingtaine d'États à tripler les capacités nucléaires dans le monde d'ici à 2050. La deuxième concerne l'engagement de plus de 120 pays à tripler la capacité en énergies renouvelables installées sur la planète d'ici à 2030.

Autre défi : le prix de l'électricité, crucial pour la compétitivité française et pour la maîtrise des charges énergétiques supportées par les ménages. Parce que l'accès à l'électricité est un besoin essentiel, nous offrons une visibilité à long terme à nos clients au travers de contrats jusqu'à 5 ans, et parfois

15 ans pour les industriels très consommateurs en électricité, dans une approche commerciale qui garantit des prix justes et stables.

Réduction de l'empreinte carbone de nos clients, particuliers et industriels, augmentation de la part d'électricité verte dans le mix énergétique, investissements dans le réseau pour répondre aux enjeux de la transition écologique, innovation pour développer des solutions de flexibilité... Pour mieux répondre à tous ces enjeux industriels et humains qui se présentent à nous d'ici à 2035, nous avons défini notre vision à 2035 au travers de notre nouveau projet d'entreprise (*voir page 7*), cette vision a été co-construite avec les dirigeants du Groupe et vise à nous donner les moyens de réaliser notre mission : mettre à disposition de nos clients une électricité disponible 24/7, décarbonée et compétitive.

Comme bâtisseurs nous sommes les acteurs d'un changement concret, nous sommes ouverts et souhaitons accueillir les talents qui voudront rejoindre cette aventure, et nous continuons à développer les compétences nécessaires à un monde libéré du carbone. Notre ambition est d'être la génération qui fait la transition!

« Comme **bâtisseur** nous sommes les acteurs d'un changement concret. »



« Notre ambition est d'être **la génération** qui fait la transition! »

1

NOUS CONSTRUISONS AUJOURD'HUI LES MODÈLES ÉNERGETIQUES DE DEMAIN

Ambitions 2035 : Notre projet de développement, de performance et de transformation pour l'entreprise

En juin 2024, EDF prolonge le déploiement de sa raison d'être - construire un avenir énergétique neutre en CO₂ - en définissant son nouveau projet d'entreprise. « Ambitions 2035 » s'appuie sur une analyse approfondie du contexte socio-environnemental actuel, des besoins énergétiques de demain et des atouts du groupe EDF pour faire évoluer l'organisation, ses priorités stratégiques et ses modes de fonctionnement à l'horizon 2035.

QUATRE PILIERS POUR RÉUSSIR LA NOUVELLE RÉVOLUTION ÉLECTRIQUE EN 2035 :

1

Accompagner
les clients dans la
réduction de
leur empreinte
carbone



4

Développer les **solutions de flexibilité** pour
répondre aux besoins du système électrique



3

Développer les réseaux
face aux défis de la
transition énergétique



2

Produire plus d'**électricité bas carbone**
avec le nucléaire et les renouvelables



Finance & RSE : une nouvelle organisation au service d'une *performance intégrée*

Relance du nucléaire, poursuite de l'exploitation du parc existant au-delà de quarante ans, développement des énergies renouvelables, production décentralisée, accompagnement des clients dans la décarbonation de leurs usages... Pour relever ces défis, EDF fait évoluer son organisation avec la création d'une nouvelle entité : la Direction Performance, Impact, Investissements et Finance qui rassemble, depuis avril 2024, les fonctions/expertises RSE et financières du Groupe. À travers ce rapprochement, le Groupe vise une gestion cohérente de toutes les performances : économique, opérationnelle, financière et RSE.

« Nous créons les meilleures conditions pour *relever les changements systémiques* à venir. »

CARINE DE BOISSEZON,
Directrice de la
Direction Impact



« Si rapprocher la finance et la RSE *va dans le sens de l'histoire pour EDF*, cela appelle à une transformation de ces deux fonctions. »

XAVIER GIRRE,
Directeur exécutif
Groupe en charge
de la Direction
Performance, Impact,
Investissements
et Finance

ENTRETIEN CROISÉ

Pourquoi avoir créé une nouvelle direction ?

Xavier Girre : Le rapprochement entre les fonctions Finance et RSE du Groupe a pour objectif de renforcer la performance économique, opérationnelle, financière et RSE de l'entreprise. La cohérence du pilotage de ces enjeux de performance intégrée, alliant le court et le long terme, est essentielle à la fois pour l'entreprise et pour ses parties prenantes, à commencer par les investisseurs. EDF fait partie des pionniers à avoir adopté cette organisation, qui va nous permettre de relever le défi de la transition énergétique dans les meilleures conditions.

Carine de Boissezon : Cette décision procède d'une conviction forte : il n'y a pas de performance durable sans l'intégration de trois éléments clés : une vision stratégique à long terme, la soutenabilité financière, mais aussi la prise en compte des limites planétaires, du changement climatique et des enjeux sociaux et territoriaux. La DP2IF est une réponse à ce triple défi, afin de garantir une gouvernance cohérente des risques et des opportunités liés à la transition énergétique. Cela marque aussi l'élargissement du périmètre de la Direction Impact, puisque nous accueillons désormais la Division Relation Investisseurs et la Division

Assurances Groupe, qui est au centre de la gestion des répercussions liées au changement climatique.

Que représente ce changement pour EDF ?

X.G. : Si rapprocher la finance et la RSE va dans le sens de l'histoire pour EDF, cela appelle à une transformation de ces deux fonctions. Transformation des modèles d'affaires, recherche de performance plurielle, développement d'outils de pilotage et d'aide à la prise de décisions... Autant de sujets pour lesquels les équipes vont se nourrir mutuellement.





« En intégrant les enjeux financiers et l'impact, **nous pérennisons nos actifs** et l'accès à des financements compétitifs. »
XAVIER GIRRE



« Il n'y a pas de performance durable sans **l'intégration de trois éléments clés** : une vision stratégique à long terme, la soutenabilité financière et la prise en compte des limites planétaires et des enjeux sociaux. » CARINE DE BOISSEZON

→ **C. de B.** : La recherche de performance intégrée positionne la RSE comme un véritable levier de compétitivité, au même titre que la finance. En valorisant nos impacts positifs tout en cherchant à minimiser nos impacts négatifs, nous contribuons à la performance globale du Groupe.

Quelles sont, justement, les synergies entre Finance et RSE ?

C. de B. : Elles sont multiples, en particulier dans nos relations avec les investisseurs et nos initiatives en matière de finance durable. La RSE et la finance font face à des défis similaires de collecte, de fiabilisation et d'industrialisation des données. En rapprochant nos équipes, nous développons également un langage commun, notamment via une analyse partagée des impacts financiers et des impacts de durabilité.

Par ailleurs, même si la création de cette Direction n'est pas motivée directement par les nouvelles réglementations sur le reporting de durabilité, en particulier la CSRD, le fait de relier de façon fluide et automatisée la collecte et l'analyse des données financières et extra-financières va aussi nous aider à y répondre efficacement.

Comment cette réorganisation s'inscrit-elle dans la stratégie du Groupe ?

X. G. : Il est essentiel de veiller à ce que nos investissements, massifs, de long terme, ne deviennent pas des actifs échoués demain ; ce qui implique qu'ils intègrent dès aujourd'hui l'analyse de l'impact financier des risques environnementaux et sociaux, présents ou futurs. En améliorant notre capacité d'analyse des enjeux RSE, nous pérennisons nos actifs et l'accès à des financements compétitifs.

Notre feuille de route traduit bien ces défis de performance intégrée, qu'il s'agisse de l'allocation des capitaux sur différentes activités, pour orienter notre modèle d'affaire, ou de l'accompagnement de grands projets.

C. de B. : Ce rapprochement va nous permettre d'appréhender de manière plus complète les préoccupations de nos parties prenantes, en particulier des investisseurs et des assureurs, qui est au cœur de la crédibilité de nos engagements RSE.

CSRD : pour une *performance intégrée*

QUELS SONT LES ATTENDUS DE LA CSRD ?

L'objectif principal de la *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD) est d'harmoniser le reporting de durabilité des entreprises, en améliorant la disponibilité et la qualité des informations et données ESG qu'elles publient. La directive s'inscrit dans le pacte vert européen et contribue à diriger les investissements vers les modèles d'activité durables.

L'analyse de double matérialité est la première étape fondamentale de l'implémentation de cette réglementation. Elle consiste pour les entreprises à analyser leurs enjeux de durabilité pour déterminer si ceux-ci sont matériels, c'est-à-dire s'ils présentent un risque ou une opportunité



sur leur situation et leur performance financière (matérialité financière) ou si, d'autre part, les activités de l'entreprise en lien avec cet enjeu présentent un impact positif ou négatif sur l'environnement ou la société (matérialité d'impact).

Cette analyse permet ainsi aux entreprises d'identifier leurs principaux enjeux de durabilité matériels, qui sont ceux sur lesquels elles doivent mesurer et gérer leurs Impacts, Risques et Opportunités (IRO) liés à leurs activités et leurs chaînes de valeur. L'entreprise doit ensuite rendre compte de sa gestion de ces IRO, avec des explications contextuelles sur ses politiques et actions de gestion et des indicateurs de mesure d'impact.

DES ENJEUX PRIORITAIRES IDENTIFIÉS

À l'issue de ses premiers travaux, EDF a pu identifier une liste de 17 enjeux matériels sur lesquels porte son analyse en cours des IRO (impacts, risques, opportunités) :

- **Changement climatique**
- **Ressources et économie circulaire**
- **Pollution**
- **Ressource en eau**
- **Biodiversité**
- **Santé, sécurité et bien être**
- **Égalité, diversité et inclusion de tous**
- **Développement des compétences**
- **Dialogue social**
- **Précarité et continuité d'approvisionnement**
- **Concertation avec les parties prenantes**
- **Développement territorial**
- **Droits humains**
- **Données personnelles**
- **Conduite des affaires, éthique et conformité**
- **Relation fournisseurs**
- **Sûreté et gestion de crise**



Les IRO liés à ces enjeux sont analysés finement par EDF. Cette analyse permet d'identifier les impacts, positifs et négatifs, liés à chacun, ainsi que les risques et opportunités pour EDF.

LA CSRD, ATOUT STRATÉGIQUE POUR EDF

L'analyse des enjeux de durabilité portée par la CSRD conforte les engagements stratégiques pris par EDF. Globalement, plus de la moitié des enjeux matériels pour le Groupe comportent des impacts positifs ou des opportunités, qui sont autant de leviers pour le Groupe. À titre d'exemple, le changement climatique, s'il comporte des risques physiques et de transition, se révèle également un vecteur fondamental d'opportunités et d'impacts positifs pour EDF. Ce qui confirme la pertinence de l'engagement du Groupe, au cœur de sa stratégie, de soutenir la transition énergétique et d'accompagner ses clients et parties prenantes sur cet enjeu.

Par ailleurs, au regard des IRO identifiés à ce stade, ceux-ci portent en grande majorité sur des enjeux déjà pris en compte par la stratégie et les engagements RSE du Groupe, ce qui conforte la pertinence des politiques de gestion des risques déjà engagées dans les domaines environnementaux, sociaux et de gouvernance. EDF travaille à compléter ces dispositifs pour remédier aux impacts négatifs et risques identifiés par son analyse de double matérialité.

Une implémentation de la CSRD impliquant nos parties prenantes

Dans le cadre de ses travaux relatifs à l'élaboration de son analyse de double matérialité, le Conseil de Parties Prenantes d'EDF (présenté page 11) a été moteur. Ses membres ont ainsi été consultés au cours des travaux sur les enjeux matériels identifiés par l'analyse de double matérialité.

Un dialogue nourri avec *l'écosystème*

À la fois multidisciplinaire et paritaire, le Conseil de Parties Prenantes (CPP) d'EDF, composé de personnalités indépendantes et bénévoles, apporte un regard extérieur sur les orientations stratégiques du Groupe. Dotée d'un rôle consultatif, cette instance de dialogue rassemble 13 personnalités de la société civile aux profils variés : spécialistes de l'environnement, du climat, universitaires, représentants de collectifs d'étudiants, économistes ou acteurs de l'économie sociale et solidaire... Autant d'experts complémentaires, relais des attentes de la société civile, à même de questionner EDF sur ses activités et de nourrir la stratégie RSE du Groupe. Le Conseil de Parties Prenantes a entamé son second mandat en septembre 2023 pour une période de trois ans.



« Mobiliser des sensibilités, compétences et expertises d'horizons variés est indispensable pour relever les défis sociétaux inédits et de complexité croissante que nous connaissons. »
Kalina Raskin, Co-présidente du Conseil de Parties Prenantes pendant le mandat 2021-2023. Directrice du CEEBIOS (Centre d'études et d'expertises en biomimétisme)



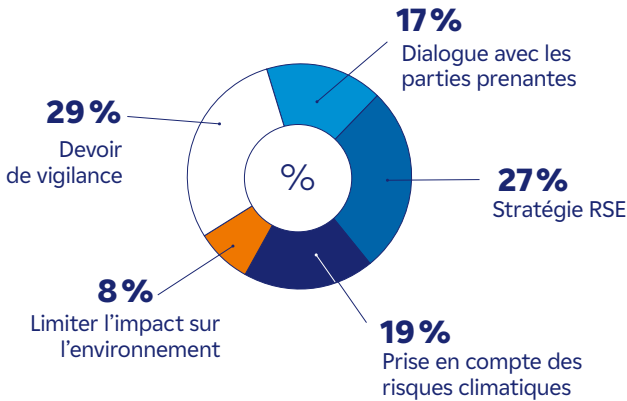
« Le Conseil de Parties Prenantes contribue à faire de la RSE un enjeu structurant dans le modèle d'affaires d'EDF, et une "responsabilité systémique de l'entreprise" au service d'une économie régénérative et équitable. »
Cécile Renouard, Co-présidente du Conseil de Parties Prenantes pendant le mandat 2023-2025



Une partie des 13 membres du Conseil de Parties Prenantes

De gauche à droite : Joël Destom, Germain L'Hostis, Luc Rémont, Aurélien Acquier, Cécile Renouard, Kalina Raskin, Yann Algan.

Répartition des questions et suggestions par séance



Des avancées concrètes



Dès juin 2021, le CPP a encouragé EDF à inciter ses clients à adopter des comportements en matière de sobriété énergétique.

En 2022, EDF lance une campagne d'ampleur visant à diffuser des gestes pratiques pour économiser l'énergie.

En juin 2022, le CPP a souligné l'importance de former les salariés sur la législation relative au devoir de vigilance, et les procédures et comportements que cela implique pour eux en matière de *due diligence*. Une formation e-learning est aujourd'hui proposée aux collaborateurs, ils sont plus de 2800 à l'avoir suivie.

Le CPP a suggéré à EDF de davantage communiquer sur sa démarche résilience.

En mai 2023, un premier briefing presse multi-métier (nucléaire, hydro, R&D et Direction Impact) sur l'eau et le changement climatique a été réalisé avec la participation de 27 rédactions.

En 2024, EDF publie son premier cahier Groupe consacré à l'adaptation au changement climatique.



Agir sur l'ensemble de notre *chaîne de valeur*

Développer de manière
responsable des capacités
de production

Produire une électricité
décarbonée et assurer
la maintenance des sites

Optimiser en temps réel
notre production pour offrir
une électricité décarbonée 24/7

Opérer et développer
nos réseaux de distribution
d'électricité

Commercialiser
l'électricité à prix juste
et accompagner
nos clients vers
la décarbonation

18,2 Mds€

Montant d'investissements
du Groupe dans les technologies
décarbonées, soit 95 % des
investissements du Groupe

1^{er}

producteur mondial
d'électricité décarbonée.
(source : Enerdata, Power Plant
Tracker en 2022)

42,6 M

de compteurs intelligents
ont été posés fin 2023

Enedis

1^{re}

grande entreprise à mission
du secteur énergie

12,4 MtCO₂

évitée par les produits
et services fournis à nos
34,3 millions de clients

22,7%

des achats d'EDF et
d'Enedis en France sont
effectués auprès de PME

Notre objectif : atteindre le zéro émission nette
sur l'ensemble de nos activités d'ici à 2050.

29,3%

d'électrification de la flotte
de véhicules légers du Groupe,
soit plus de 13 700 véhicules
électriques

198,2 M

consultations sur
nos plateformes digitales
de suivi de consommation





Optimiser notre impact : nos 16 engagements

En cohérence avec la raison d’être d’EDF et le plan stratégique, le Groupe porte 16 Engagements RSE autour de 4 enjeux. Ces engagements contribuent aux 9 objectifs de développement durable de l’ONU jugés prioritaires pour le secteur électrique selon le World Business Council for Sustainable Development.



Neutralité carbone et climat

ENJEUX ET ODD PRIORITAIRES



ENGAGEMENTS	INDICATEUR CLÉ DE PERFORMANCE	OBJECTIF	2021	2022	2023
1 - Trajectoire carbone ambitieuse	Intensité carbone : émissions spécifiques de CO ₂ dues à la production d'électricité et de chaleur	30 g CO ₂ /kWh en 2030	48	50	37
2 - Solutions de compensation carbone	Taux de déploiement du guide de cadrage sur les solutions de compensation carbone	100 % en 2023	50	50	100
3 - Adaptation au changement climatique	Taux de déploiement des nouveaux plans d'adaptation au changement climatique	100 % en 2023	47	100	100
4 - Développement des usages de l'électricité et services énergétiques	Émissions de CO ₂ évitées grâce à la vente de produits et services innovants	>30 Mt en 2030	4,4	11,4	12,4

Préservation des ressources de la planète

ENJEUX ET ODD PRIORITAIRES



ENGAGEMENTS	INDICATEUR CLÉ DE PERFORMANCE	OBJECTIF	2021	2022	2023
5 - Biodiversité	Taux de réalisation des engagements Groupe 2023-2025 dans le cadre du dispositif Act4nature international	100 % en 2025	67 ¹	89 ¹	43
6 - Gestion responsable du foncier	Taux de mise en œuvre de solutions innovantes en faveur du multi-usages du foncier	100 % en 2026	20	40	60
7 - Gestion intégrée et durable de l'eau	Intensité Eau : eau consommée/production électrique du parc	<0,95 l/kWh	0,86	0,83	0,83
8 - Économie circulaire et gestion des déchets	Taux annuel de déchets conventionnels dirigés vers des filières de valorisation	>90 %	92,7	88,4	85,3

(1) Taux de réalisation par rapport aux engagements nature 2020-2023.



Bien-être
et solidarités

ENJEUX ET ODD
PRIORITAIRES



Développement
responsable

ENJEUX ET ODD
PRIORITAIRES



ENGAGEMENTS	INDICATEUR CLÉ DE PERFORMANCE	OBJECTIF	2021	2022	2023
9 - Santé et sécurité de tous	LTIR Global	<1,8	2,1	1,9	1,7
10 - Éthique et droits humains	Taux annuel de retour vers les alerteurs dans le délai maximum d'un mois, les informant sur la recevabilité et la suite de la procédure de traitement de leur signalement	100 %	-	100	100
11 - Action en faveur de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion	Taux de mixité : présence de femmes dans les Comités de Direction des entités du Groupe	33 % en 2026	29,8	30,8	31,7
12 - Lutte contre la précarité énergétique et pour l'innovation sociale	Actions de conseils effectuées annuellement auprès des clients dans le cadre du dispositif de l'Accompagnement Énergie	600 000 à 1 000 000	642 482	476 638	390 376

ENGAGEMENTS	INDICATEUR CLÉ DE PERFORMANCE	OBJECTIF	2021	2022	2023
13 - Dialogue et concertation	Taux annuel de projets pour lesquels une démarche de dialogue et de concertation est engagée	100 %	100	100	100
14 - Développement responsable des territoires	Taux annuel d'achats à des PME en France	22 % à 26 %	24,9	23,2	22,7
15 - Développement des filières industrielles	Taux de réalisation des actions de soutien accompagnées par EDF en faveur de la relocalisation et du maintien des compétences de la filière nucléaire (Programme France Relance)	100 % en 2023	28,6	71,4	100
16 - Numérique responsable	Taux de réalisation des engagements pris par EDF auprès de l'Institut du numérique responsable (INR)	100 % en 2024	18,8	52,5	93



Pour étudier nos impacts de manière globale, notre approche se décline autour de quatre enjeux, qui découlent de notre raison d'être.

- 1 **Neutralité carbone et climat**
- 2 **Préservation des ressources de la planète**
- 3 **Bien-être et solidarités**
- 4 **Développement responsable**

En s'appuyant sur les trois principes fondamentaux de l'analyse d'impact, nous avons dégagé une présentation synthétique de l'impact du Groupe sur chaque enjeu :

- **Intentionnalité (Engagements) :**
Principaux objectifs RSE, reflétant l'impact que le Groupe veut apporter.
- **Additionnalité (Actions) :**
Actions et engagements opérationnels spécifiques au Groupe, c'est-à-dire des actions qu'une autre organisation ne pourrait pas délivrer de la même manière ou à la même échelle.
- **Mesurabilité (Résultats) :**
Principaux indicateurs de performance qui attestent de l'impact.

Pour aller plus loin, des grands angles et histoires d'impact, développés en 2^e partie de ce rapport, permettent une analyse approfondie de l'impact du Groupe, sur des enjeux opérationnels spécifiques à son modèle d'affaires ou à sa chaîne de valeur.

Des éclairages complémentaires sont également proposés à travers des liens vers d'autres contenus de notre écosystème de publications.



2

NOUS CONTRIBUONS À UNE TRANSITION JUSTE ET AMBITIEUSE

NOS ACTIONS CONCRÈTES ET MESURABLES

Comment conjuguer électrification des usages et **limites** **planétaires** ?

EDF, premier producteur mondial d'électricité sans émissions directes de CO₂, joue un rôle moteur dans les chaînes de valeur des énergies bas carbone. En renforçant sa production d'électricité décarbonée et en favorisant la sobriété énergétique, EDF répond à la nécessité impérieuse de maintenir l'activité humaine dans les limites planétaires, tout en luttant contre le dérèglement climatique. Aligné sur l'Accord de Paris, le Groupe s'engage à atteindre le zéro émission nette d'ici à 2050. Parce que la décarbonation de l'énergie est un défi systémique, EDF souhaite embarquer l'ensemble de ses parties prenantes pour trouver un juste équilibre entre besoins électriques croissants et limites environnementales pour préserver la planète. Le Groupe s'appuie sur la décarbonation du mix énergétique, l'électrification des usages et la promotion de la sobriété pour un modèle énergétique résilient et durable.



+1,5 °C

Scénario compatible
avec les objectifs
du Groupe, validé
par l'agence Moody's



93%

de la production
électrique d'EDF
en 2023 est
décarbonée

Progression de notre impact

DEPUIS LE PREMIER
RAPPORT IMPACT
2021, OÙ EN EST-ON ?

Performance mesurée entre les indicateurs
2021 et 2023 du groupe EDF.

–29,3 %
d'émissions de GES
scopes 1 et 2

+17,4 %
d'investissements réalisés
en conformité avec
notre trajectoire
de neutralité carbone

–29,4 %
d'émissions de CO₂
scope 3

–22,9 %
pour l'intensité carbone
des émissions spécifiques
de CO₂ dues à la production
d'électricité et de chaleur

✓ Engagements



POURUIVRE LA RÉDUCTION DE L'INTENSITÉ CARBONE DU MIX ÉLECTRIQUE

Après avoir diminué de 50% ses émissions directes de CO₂ (scope 1) entre 2017 et 2022, le Groupe a défini de nouveaux jalons stratégiques pour atteindre le zéro émission nette d'ici à 2050 : -60% en 2025 (vs 2017), -70% en 2030 avec une intensité carbone à 30 gCO₂/kWh et -80% en 2035 avec une intensité à 22 gCO₂/kWh. Le recours à des projets de contribution carbone sera envisagé pour les émissions résiduelles, au-delà de 2030 et à hauteur de 10% maximum. EDF prévoit par ailleurs d'être sorti du charbon à l'horizon 2030.

ÉLECTRIFIER LES USAGES

Avec le développement de nouveaux modes de vie plus électriques, la quantité d'électricité nécessaire ne va cesser de croître, tout en devant rester la plus décarbonée

possible. Le groupe EDF agit quotidiennement pour produire et fournir une électricité décarbonée : en 2023, 473 TWh d'énergie ont été produits par le Groupe sans émission directe de CO₂, soit 93% de sa production. L'objectif est d'éviter 45 millions de tonnes d'émissions de CO₂ à l'horizon 2035 grâce aux produits et services du Groupe, adaptés aux différents marchés : promotion de l'usage de la pompe à chaleur, de la mobilité électrique, et des solutions d'efficacité énergétique.

ENCOURAGER LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE PLUS RESPONSABLE

EDF souhaite ancrer durablement la sobriété dans le quotidien de ses clients avec un nouveau positionnement en tant que fournisseur d'économies d'énergie. Une campagne « Les Défis Utiles » a été lancée en novembre 2023. Ce nouvel écochallenge, ouvert à l'ensemble des clients EDF ayant un an d'ancienneté, donnera l'occasion aux foyers qui auront le plus baissé leurs consommations de gagner des places pour les Jeux de Paris 2024.

✓ Actions



LE NUCLÉAIRE, UN PLAN DE RELANCE AMBITIEUX

Le Groupe accélère le développement de nouveaux réacteurs avec différentes technologies et puissances. Avec l'EPR2, qui intègre le retour d'expérience accumulé sur les chantiers et l'exploitation des EPR dans le monde (Flamanville 3, Taishan et Hinkley Point C), et des petits réacteurs modulaires (SMR), conçus comme une solution d'énergie flexible (actuellement en phase de pré-évaluation).

L'EFFACEMENT AU CŒUR DE LA SOBRIÉTÉ DES CONSOMMATEURS

EDF a mis en place des solutions incitatives qui prônent « l'effacement » pendant les périodes de tension sur le réseau électrique. Parmi elles, l'option « TEMPO » du tarif

réglementé de vente (TRV) et l'offre « Zen Flex » qui récompensent la sobriété des clients par une réduction significative de leurs factures. En France, un million de clients du Groupe s'effacent ainsi grâce à ces actions commerciales.

DES ACTIONS D'ADAPTATION AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

L'adaptation au changement climatique est une priorité pour le Groupe. Dans le cadre du programme ADAPT, déployé sur l'ensemble du parc nucléaire du Groupe, l'initiative « Chooz 2050 » a été lancée dans les Ardennes. Il s'agit de produire une « monographie climatique » pour optimiser les stratégies d'adaptation du site de Chooz aux spécificités du territoire local. Cette étude permet une analyse grandeur nature de l'ensemble des dimensions du projet : des installations industrielles aux écosystèmes contractuels et non contractuels.



L'adaptation
chez EDF

✓ Résultats

PRODUCTION DÉCARBONÉE

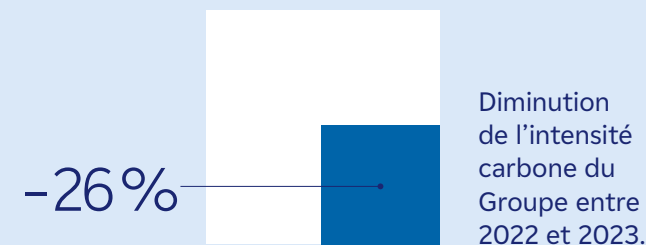
92 MtCO₂
évités en 2023 à l'échelle mondiale, grâce à la production d'électricité du groupe EDF

12x moins
L'intensité carbone du groupe EDF est douze fois inférieure à la moyenne mondiale des énergéticiens

+120%
de raccordements d'installations d'énergie renouvelable entre 2022 et 2023

37 gCO₂/kWh
L'intensité carbone d'EDF en 2023

TRAJECTOIRE DE DÉCARBONATION



SOBRIÉTÉ

1 million
de clients français s'effacent pendant les périodes de tension sur le réseau

-10%
de consommation d'électricité chez nos clients sur les mois d'hiver 2022 et 2023 vs 2021

Décarbonation d'un parc immobilier

Le groupe *La Poste* passe à la vitesse supérieure avec EDF



Entreprise à mission, le groupe La Poste vise le zéro émission nette à l'horizon 2040, soit dix ans avant l'échéance fixée par l'Union européenne. Un engagement qui place le parc immobilier du Groupe en première ligne. « Notre parc immobilier représente un sixième de nos émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2. Nous devons absolument massifier et accélérer sa rénovation énergétique pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé », souligne Dang Tran, directeur général adjoint de La Poste Immobilier et président de la joint-venture créée par EDF et La Poste Immobilier pour ce projet. →

10 000

sites, qui représentent un total de 6 millions de mètres carrés

990 GWh

La consommation énergétique annuelle du parc immobilier de La Poste représente l'équivalent de la consommation d'une ville de 300 000 habitants.

Les groupes La Poste et EDF s'associent pour accélérer ensemble la transition énergétique de l'un des plus grands parcs immobiliers de France. Une démarche partenariale novatrice qui souligne une vraie volonté de se transformer.

UN INVESTISSEMENT DE 400 M€

Comment relever un tel défi, sur un parc immense, diffus et souvent ancien (la moitié des bâtiments ont plus de 50 ans)? « À l'issue de la consultation européenne que nous avons lancée, nous avons sélectionné EDF notamment pour sa capacité à créer de la transversalité entre ses différentes filiales », poursuit-il. Au total, La Poste prévoit d'investir 400 millions d'euros destinés à améliorer l'empreinte carbone de ses bâtiments. Un ambitieux programme de travaux qui mobilisent de nombreux savoir-faire d'EDF : déploiement d'outils de pilotage de la performance énergétique, rénovation énergétique des bâtiments, installation de centrales solaires sur 250 sites pour déployer l'autoconsommation, ou encore mise en place des infrastructures de recharge de véhicules électriques...

UNE APPROCHE INNOVANTE

Le partenariat entre les deux groupes est novateur à plus d'un titre. « Il s'agit d'un contrat long, sur vingt ans, ce qui n'est pas si fréquent en matière de commande publique. Il comporte en outre une promesse de résultats dans le temps via un contrat de performance énergétique (CPE). Enfin, en créant une co-entreprise, nous avons fait le choix d'un nouveau mode de relation client-fournisseur pour gagner en agilité. » Début 2024, une centaine de personnes est déjà mobilisée sur les premières étapes du projet. « Nous avons tous conscience d'être acteurs d'une démarche de transformation qui est à la hauteur de l'exemplarité et des ambitions voulues par nos deux grands groupes publics », conclut Dang Tran.



« En apportant à ce partenariat les savoir-faire de nos filiales, le groupe EDF est fier de contribuer à l'amélioration très significative du bilan énergétique et carbone de l'un des plus grands parcs immobiliers de France. »

Luc Rémont, Président-Directeur général d'EDF



« Nous avons tous conscience d'être acteurs d'une démarche de transformation qui est à la hauteur de l'exemplarité et des ambitions voulues par nos deux grands groupes publics. »

Dang Tran, Directeur de la décarbonation de l'immobilier du groupe La Poste

-20%

Consommation d'énergie du parc immobilier de La Poste visée d'ici à 2030

-35%

d'émissions de CO₂ d'ici à 2030



Comment opérer en **préservant et restaurant** les écosystèmes ?

La préservation des ressources naturelles n'est pas un choix, mais une nécessité pour la soutenabilité des activités humaines étroitement liées à l'état de la nature. Le groupe EDF s'engage, en plaçant la préservation de la nature au cœur de sa raison d'être. Une ambition d'autant plus cruciale que l'entreprise, avec ses sites de production et de distribution actifs ou en reconversion, ainsi que ses réserves foncières, gère quelque 46 000 hectares de terrains et retenues d'eau. Le Groupe a ainsi la responsabilité d'agir et de renforcer ses efforts en faveur du vivant. Complexes, les sujets liés à la préservation des ressources naturelles concernent les projets existants autant que ceux à venir, et s'inscrivent dans le temps long. C'est pourquoi EDF intègre les enjeux de biodiversité dans chacun de ses projets, en minimisant l'empreinte écologique et en favorisant la résilience des écosystèmes, tout en assurant une gestion durable de ses actifs foncières. Le Groupe investit également dans la recherche, pour jouer un rôle actif dans les solutions de restauration des espaces naturels.

+40 000 ha
de foncier au sein
duquel des sites de
production côtoient
des espaces naturels

25 M€

Budget 2022-2025
du projet BIODIV,
pour la recherche
en faveur de
la biodiversité



Progression de notre impact

DEPUIS LE PREMIER
RAPPORT IMPACT
2021, OÙ EN EST-ON ?

97%

Volume d'eau douce prélevée
et restituée dans la nature.
Stable vs 2021

-3,49%

Diminution de l'intensité
eau depuis 2021, soit une
intensité de 0,83 l/kWh.
-0,03 l/kWh vs 2021

10%

Uranium naturel économisé
chaque année par la
réutilisation des déchets
radioactifs recyclés.
Stable vs 2021

Performance mesurée entre les indicateurs
2021 et 2023 du groupe EDF.

✓ Engagements



RÉDUIRE LA PRESSION SUR LE VIVANT

Changement d'usage des terres et des mers, surexploitation des ressources, changement climatique, pollutions....

Face aux facteurs d'érosion de la biodiversité, EDF se mobilise via les dispositifs « Entreprises engagées pour la nature » et Act4nature international. Le Groupe s'engage à mettre en œuvre 18 actions d'ici à 2025 sur l'ensemble de sa chaîne de valeur.



Nos engagements pour la nature

PROTÉGER ET RECRÉER DES ESPACES NATURELS

En Romanche, suite à la mise en service de la nouvelle centrale hydroélectrique de Gavet, EDF a engagé une vaste opération de déconstruction d'anciens ouvrages pour renaturer 6 hectares terrestres et 1 hectare de zone aquatique et redonner à cette vallée, au passé industriel fort, un nouveau visage. EDF s'est par ailleurs engagé à contribuer à la préservation et à la restauration des milieux naturels avec des partenaires locaux sur 12 sites d'ici à fin 2025.

RENFORCER LA CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE

Depuis plus de 50 ans, EDF s'appuie sur des équipes de chercheurs dédiées à l'amélioration de la connaissance sur l'environnement. Plus d'une vingtaine de personnes travaillent aujourd'hui en partenariat avec des organismes externes sur la compréhension et la gestion des facteurs d'érosion de la biodiversité et sur les solutions de mitigation et de restauration.

✓ Actions



S'ENGAGER POUR LE RECYCLAGE DES PALES D'ÉOLIENNES

Pour mettre fin à l'enfouissement des pales usagées, EDF Renouvelables a été le premier acteur français à s'engager, dès 2023 dans tous les pays où il opère, à réutiliser, recycler ou valoriser les pales mises hors service pour les actifs pour lesquels il possède un pouvoir de décision opérationnelle. Différentes expérimentations sont en cours de développement sur les pales usagées, comme la transformation en granulats ou la réutilisation en mobilier urbain.

DOTER NOS SITES DE PRODUCTION DE PLANS D'ACTION

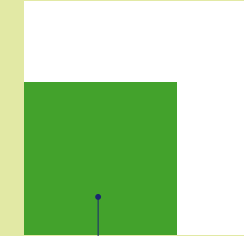
En France et en Belgique, EDF met en place des plans de gestion biodiversité sur l'ensemble de ses sites de production thermiques et nucléaires en exploitation. Pour le parc de centrales photovoltaïques des plans de gestion environnementale (PGE) sont déployés sur les sites qui présentent des enjeux de biodiversité et nécessitent des mesures adaptées.

INVESTIR DANS LA RECHERCHE

EDF mène des actions de recherche afin de proposer des outils scientifiques et technologiques pour mieux évaluer, maîtriser et diminuer l'impact de ses installations sur la biodiversité. Des approches coûts-bénéfices ont été développées pour ces outils, proportionnées aux enjeux écologiques et industriels auxquels ils répondent.

✓ Résultats

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ



43%

Taux de réalisation, à fin 2023, des engagements 2023-2025 du Groupe, renouvelés dans le cadre du dispositif Act4nature international

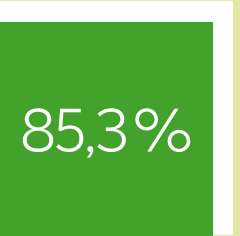
USAGE DES SOLS



60%

Taux de mise en œuvre de solutions innovantes en faveur du foncier

GESTION DES DÉCHETS



85,3%

Taux annuel de déchets conventionnels dirigés vers des filières de valorisation

1244

tonnes de CO₂ évitées grâce au réemploi via la [plateforme Reutiliz](#)

PRESSIION SUR L'EAU

0,83 l/kWh
Intensité eau

L'eau : un patrimoine commun à préserver

La production électrique d'EDF en France dépend à plus de 90 % de la ressource en eau :

- soit directement pour l'hydroélectricité;
 - soit indirectement en tant que source froide pour les sites nucléaires et thermiques.
- Au-delà de la production d'électricité, EDF, en tant qu'exploitant de nombreux barrages, joue un rôle clé dans la gestion de la ressource en eau et dans la lutte contre le dérèglement climatique, permettant :
- le soutien des cours d'eau et des différents usages de l'eau qui y sont liés dans les périodes de sécheresse;
 - le stockage d'eau quand elle tombe en abondance, participant ainsi, dans certains cas à la mitigation des crues.



Conséquences du changement climatique, les périodes de sécheresse vont être plus fréquentes et les étiages estivaux plus marqués. EDF se mobilise, en lien étroit avec ses parties prenantes, pour prévenir les crises et gérer au mieux cette ressource nécessaire à la production d'énergie bas carbone et vitale pour le fonctionnement des écosystèmes.

90%

de la production d'électricité d'EDF dépend de l'eau

12%

Part du secteur énergétique dans la consommation d'eau douce nationale, derrière l'agriculture et l'eau potable

+de 10 000

analyses de qualité d'eau et de surveillance de l'environnement réalisées chaque année, sur chaque CNPE

EDF n'est pas propriétaire de l'eau retenue dans les barrages, mais exploite cette ressource en prenant en compte les autres usages (irrigation, alimentation en eau potable, activités touristiques...).

ANTICIPATION
ET CONCERTATION

Pour préparer l'avenir et anticiper les risques qui pèsent sur cette ressource et les activités qui en sont dépendantes, EDF participe aux instances de gouvernance et de gestion nationale et locale de l'eau notamment via l'UFE (Union française de l'électricité), aux côtés des représentants de toutes les parties prenantes (État, collectivités locales, industriels, agriculteurs, associations de pêcheurs, de consommateurs, de protection de la nature...). En interne, EDF s'est organisée suite à la canicule de 2003 avec une instance de coordination de l'eau transverse aux parcs de production et avec une instance interne (le Groupe de gestion de l'eau, GGE) qui est chargée d'assurer le suivi de la ressource en eau et des besoins, afin de permettre le partage d'informations et la cohérence des actions entre les différents métiers de la production, dans la concertation locale et la gestion du multi-usage de l'eau. « L'anticipation des crises éventuelles s'appuie sur plusieurs éléments : l'analyse du niveau des barrages qui assurent le soutien d'étiage des cours d'eau, les données prévisionnelles météorologiques et celles de l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité, ainsi que la prise en compte des retours d'expérience », détaille Pascal Guihot, chargé de mission Eau à la division de la production nucléaire.



« En réponse aux objectifs du plan eau du gouvernement mis en place en 2023, EDF s'engage d'ici à 2030, à réduire de 10 % la consommation d'eau à usages industriels des centrales nucléaires, hors requis de sûreté. »

Pascal Guihot, chargé de mission eau à la division de la production nucléaire

EXPÉRIMENTATIONS ET R&D

La prise en compte de l'importance de l'eau dans les activités d'EDF n'est pas nouvelle. Le Groupe a ainsi développé des compétences en prévisions hydrométéorologiques depuis plus de 50 ans, et porte plusieurs programmes de recherche scientifique liés à l'eau : thermie-hydrobiologie, développement de jumeaux numériques de bassin versant, etc. Aujourd'hui de nouvelles actions s'organisent autour de la notion de sobriété hydrique et thermique, avec des études sur les possibilités d'accroître la réutilisation des eaux, l'utilisation des eaux pluviales et/ou des eaux issues des stations d'épuration. Des projets innovants sont lancés, comme le test du procédé **Infinite Cooling** sur la centrale nucléaire du Bugey, destiné à recycler une partie de l'eau issue du panache de vapeur des tours aéroréfrigérantes. Côté parc hydroélectrique, plusieurs barrages sont désormais équipés de la technologie **Piano Key Weir**, qui permet de mieux faire face aux crues exceptionnelles, dans un contexte où les épisodes extrêmes tendent à se multiplier. Le rehaussement de barrages, notamment dans les Pyrénées, est également à l'étude pour sécuriser encore davantage les volumes de soutien d'étiage et améliorer la flexibilité de la production hydroélectrique en fonction des besoins immédiats.



Zoom :
Eau et R&D
chez EDF



LUC TABARY,
en charge de la coordination
de l'eau, EDF Hydro

LA PAROLE À

Quels sont les enjeux
de la gestion de l'eau ?

L'eau est une ressource naturellement variable ! Elle peut osciller de 30 % à 40 %, à la hausse ou à la baisse, d'une année sur l'autre. Sur le long terme, en France métropolitaine, c'est surtout la répartition de la pluviométrie qui change, avec des étés plus longs et secs. De fait, la question du multi-usage et du partage de l'eau monte en puissance.

Comment gérez-vous les
crises, comme celle de 2022 ?

L'anticipation fait partie de notre métier. Le Groupe dispose d'un service d'ingénierie dédié et de modèles de prévisions hydrométéorologiques perfectionnés. Chaque année de mars à novembre, j'anime un groupe de gestion de l'eau qui rassemble les différents métiers du Groupe ainsi que nos représentants dans les bassins afin de partager sur la situation et anticiper la suite de l'étiage

en tenant compte du contexte externe (niveau d'alerte déclenché localement par les services de l'État, besoins du multi-usage, tension éventuelle sur la production...). À noter qu'au-delà de la gestion opérationnelle, EDF est aussi, avec d'autres acteurs de la recherche publique (INRAE, Météo-France...) associée au projet national Explore 2, qui étudie l'évolution de la ressource en eau d'ici à 2100 et sa sensibilité au changement climatique.



Un plan eau à la hauteur
des enjeux

En réponse au « Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau » mis en place en 2023 par le gouvernement, la direction du parc nucléaire et thermique d'EDF a défini son propre « plan eau ». Objectif : contribuer à la sobriété hydrique à l'échelle nationale grâce à un ensemble de mesures. Elles s'articulent autour de plusieurs axes : mieux comptabiliser et réduire les prélèvements et les consommations d'eau douce, préserver la qualité de l'eau, s'appuyer sur la recherche et développement du Groupe pour développer des procédés innovants.

[Lien vers le plan eau](#)

30 à 40%

L'eau douce
disponible peut
varier de 30 % à
40 % d'une année
sur l'autre

Quel modèle pour une **transition juste** et inclusive ?

Le groupe EDF est convaincu que la transition énergétique doit s'accompagner d'une réflexion approfondie sur un modèle de société plus inclusif. Fidèle à ses valeurs de responsabilité et de solidarité, le Groupe s'attache à prendre en compte les attentes de l'ensemble de ses parties prenantes, tant internes qu'externes. Pour ses collaborateurs, il a défini une politique de protection sociale guidée par des principes de responsabilité et d'équilibre entre compétitivité et durabilité. Leur offrir un environnement de travail inclusif, renforcer l'attractivité des métiers, maintenir un haut niveau de dialogue social sont autant de sources de performance et de fidélisation des talents. C'est cette même logique de responsabilité et de solidarité qui prévaut auprès des parties prenantes externes du Groupe : EDF accompagne ses clients dans la maîtrise de leur consommation d'énergie, et s'engage de façon proactive dans la lutte contre la précarité énergétique. Au-delà de l'accompagnement individuel, EDF développe également des programmes communautaires et des partenariats pour favoriser l'accès à l'électricité pour tous.



31,7%

Taux de mixité
femmes dans les
comités de direction
à fin 2023

230

experts
solidarité EDF

Progression de notre impact

DEPUIS LE PREMIER
RAPPORT IMPACT
2021, OÙ EN EST-ON ?

+15,1%

de montants investis dans les
projets par la Fondation groupe EDF
(5,3 M€ investis en 2023)

+2,79%

d'emplois directs et
emplois indirects induits
(332 000 emplois en 2023)

+1,7%

des salariés ayant bénéficié
d'une action de développement
des compétences (soit 80,7%
des salariés formés)

+11%

d'alternants accueillis
(8 894 alternants
en 2023)

Performance mesurée entre les indicateurs
2021 et 2023 du groupe EDF.

✓ Engagements

LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS

Conscient de sa responsabilité dans le développement de l'égalité et des valeurs d'inclusion, le groupe EDF développe des actions concrètes pour toutes ses parties prenantes, internes et externes. En 2023, EDF a notamment signé son 12^e accord collectif agréé pour l'égalité des chances et l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap pour la période 2023-2025.



ÊTRE PROACTIF EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

EDF maintient les plus hauts standards en matière de sûreté, notamment pour l'exploitation des installations hydrauliques et nucléaires, et met en place une politique de santé proactive envers ses salariés et ses sous-traitants pour diminuer les risques physiques

et psychosociaux. Tous les trois ans, les entités du Groupe actualisent l'autoévaluation de leur système de management santé-sécurité au regard de leur cadre de référence « BEST ».



RESPECTER LES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX

Le Groupe s'engage à respecter les droits humains dans le cadre de ses activités et ses relations d'affaires et privilégie une démarche de dialogue, tant dans ses projets de développement que dans la conduite opérationnelle de ses sites et installations. EDF soutient et promeut la protection des droits humains internationalement reconnus comme la charte internationale des droits de l'homme de l'ONU, les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ce cadre, le Groupe a publié sur son site Internet son référentiel devoir de vigilance.

✓ Actions

ANTICIPER LES RISQUES SUR NOS OUTILS DE PRODUCTION

Encadrée par une réglementation très stricte, la sûreté nucléaire fait l'objet de contrôles internes (revues annuelles, plans de contrôle internes et d'audits de l'inspection nucléaire) et externes conduits par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Pour les installations hydrauliques, EDF pratique une surveillance et une maintenance régulière des barrages exploités par le Groupe, avec un contrôle accru des barrages classés A et B.

RÉALISER DES ÉTUDES D'IMPACT ADAPTÉES À CHAQUE PROJET

Selon les projets, des études d'impact sur les droits humains sont réalisées en suivant les principes définis par les UN Guiding Principles on Business and Human Rights. Elles identifient les activités à risques, en fonction de leur importance et sensibilité, et portent aussi bien sur les communautés impactées que sur les travailleurs. Leurs conclusions sont intégrées tout au long de la vie du projet – développement, réalisation, exploitation, fin de vie – via un système de management ad hoc.

S'ENGAGER CONTRE LE SEXISME

En 2023, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le Groupe a associé ses salariés à la consultation nationale sur le sexisme au travail dans le cadre de l'initiative interentreprises #StOpE, récoltant plus de 11000 réponses.



FÉMINISER LES MÉTIERS TECHNIQUES

Alors que 80 % des recrutements du Groupe portent sur des métiers techniques, la féminisation des métiers est un vrai défi. Le réseau ÉNERGIES Mixité, un des plus grands réseaux d'entreprise pour l'égalité professionnelle femmes-hommes en France, mobilise ses 5000 membres autour de programmes de mentorat, de conférences et de rencontres.

✓ Résultats

SANTÉ, BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL

Réduction de l'accidentologie

LTIR⁽¹⁾ global



(1) Lost Time Incident Rate.

DROITS HUMAINS ET PROCÉDURES D'ALERTE

100 %

Taux de retour vers les alerteurs dans un délai d'un mois

SOLIDARITÉ

390 376

« Accompagnements Énergie » pour les clients en difficulté de paiement

DIVERSITÉ ET INCLUSION

95 sur 100

Note d'EDF SA à l'index égalité professionnelle femmes-hommes en 2023
+5 pt vs 2022

+de 300 nouvelles embauches en 2023 de personnes en situation de handicap

ÉGALITÉ DES CHANCES

Projets soutenus par la Fondation groupe EDF en 2023 :

254

en France pour 3,7 M€, touchant 16,5 M de personnes

35

(hors crise/urgence) à l'international pour 1,6 M€, touchant environ 165 000 personnes

Lutte contre la précarité énergétique

Une urgence sociale pour un bien essentiel

« Nous militons depuis des années auprès des pouvoirs publics et de certains fournisseurs en faveur d'un arrêt des coupures d'électricité en cas d'impayés. EDF a pris les devants », témoigne Manuel Domergue, Directeur des études au sein de la Fondation Abbé Pierre, initiatrice de la création de la journée nationale de la lutte contre la précarité énergétique. Fin 2021, EDF prenait en effet la décision de remplacer les coupures par une limitation de puissance, pour une mise en application dès avril 2022, après la trêve hivernale. Une initiative favorisée par le déploiement des compteurs intelligents qui simplifient les modulations de puissance à distance. « Nous avons entendu l'appel de la Fondation, avec laquelle nous →

3,2 millions
de ménages étaient en situation
de précarité énergétique en France
en 2022⁽¹⁾

11 jours
Durée médiane
de la limitation
de puissance

(1) Source : notre-environnement.gouv.fr.

Se chauffer, s'éclairer, cuisiner, des besoins élémentaires qui font de l'électricité un bien essentiel. Pourtant, la précarité énergétique touche encore de nombreux foyers, parfois totalement privés de courant faute de moyens. Une situation qui tend à s'aggraver, sur fond d'inflation et de précarité grandissante.

avons déjà un partenariat depuis plus de dix ans dans le domaine de la rénovation énergétique. Et nous avons fait le choix d'une décision responsable. Responsable, d'une part, car nous souhaitons accompagner nos clients en toutes circonstances; d'autre part, car la limitation de puissance ne représente en rien une incitation à ne plus payer ses factures », explique Cécile Venel, Directrice des Partenariats, Relations extérieures et Consommateurs chez EDF.

LA LIMITATION DE PUISSANCE, COMMENT ÇA MARCHE ?

Moins brutale qu'une coupure d'électricité, la limitation de puissance intervient en dernier recours, après plusieurs relances du client. Seule condition : disposer d'un compteur Linky (ou rendre son compteur accessible s'il s'agit d'un compteur traditionnel). En 2023, 271 000 opérations de limitation de puissance ont eu lieu. Concrètement, la puissance passe à 1 kVa, ce qui permet de répondre aux besoins vitaux et sociaux élémentaires (réfrigérateur, ordinateur, éclairage...) même si l'impact sur la vie quotidienne reste contraignant – impossible de faire fonctionner le gros électroménager par exemple.

QUEL BILAN ?

Pour EDF, il était important de dresser un bilan complet du dispositif. Une étude exhaustive a été réalisée. « Ce dispositif est un vrai déclencheur de solutions, constate Cécile Venel. Un tiers des ménages nous ont contactés à la réception du courrier les informant de la mise en place de la limitation de puissance, des solutions ont été trouvées pour 70 % d'entre eux, qui ont vu leur dette liée à leur facture d'énergie diminuer.

Nous restons cependant mobilisés, alors que les difficultés de paiement augmentent du fait des contraintes économiques des ménages. Nous avons pour cela un réseau de 230 collaborateurs qui travaillent avec les partenaires locaux de l'action sociale, en lien avec les collectivités territoriales. » Pour la Fondation Abbé Pierre, c'est une avancée clé. « La coupure, symboliquement, ça marque, c'est une vraie humiliation. Là, les ménages considèrent la sanction plus juste. Mais il faut aller plus loin : l'État doit s'engager pour mettre tous les fournisseurs sur un pied d'égalité », plaide Manuel Domergue.



« Nous avons fait le choix d'une décision responsable, car nous souhaitons accompagner nos clients en toutes circonstances. »

Cécile Venel, Directrice des Partenariats, Relations extérieures et Consommateurs



« La coupure, symboliquement, c'est une vraie humiliation. Avec la limitation de puissance, les ménages considèrent la sanction plus juste. »

Manuel Domergue, Directeur des études de la Fondation Abbé Pierre

Pour 3 ménages sur 5

l'impayé est lié à une perte de revenus

271 000

clients ont vu leur puissance électrique diminuée à 1 kVa



PARTENARIAT

DÉVELOPPER DES ALLIANCES POUR PLUS D'IMPACT

Depuis 2021, le groupe EDF, Réseau Éco Habitat, une structure qui agit pour l'amélioration thermique de l'habitat, et l'ONG Ashoka, réseau d'entrepreneurs sociaux, rassemblent leurs expertises pour lutter contre la très grande précarité énergétique. Ensemble, ils ont élaboré un programme national et élargi leur capacité d'intervention : Territoires Zéro Exclusion Énergétique. Dans 14 territoires les outils et les solutions pensés par Réseau Éco-Habitat vont ainsi pouvoir être diffusés pour identifier et accompagner les personnes dont le logement nécessite des travaux de rénovation énergétique.



Vidéo de présentation du projet

Comment mieux partager la valeur avec les territoires ?

Pour EDF, le déploiement d'un nouveau modèle énergétique doit se faire au service d'un développement responsable bénéficiant à toutes ses parties prenantes. Engagé pour une énergie accessible, le groupe relève notamment les défis de l'électrification bas carbone dans les territoires isolés, comme les zones insulaires, et de l'accès à l'énergie des régions en voie de développement. Parce que la valeur créée ne vaut réellement que si elle est partagée par tous, le Groupe s'attache à développer et à maintenir un haut niveau de dialogue avec l'ensemble de ses parties prenantes pour prendre une part active au développement social et économique des territoires où il intervient. En travaillant en étroite collaboration avec les institutions territoriales, les entreprises et les citoyens, EDF contribue à la création d'emplois, au soutien des initiatives locales et à la promotion des énergies renouvelables dans les territoires. Le Groupe investit également dans des infrastructures durables et des programmes éducatifs pour renforcer les capacités locales, favorisant ainsi une croissance inclusive et durable. Cette approche intégrée garantit que les bénéfices de la transition énergétique profitent à tous, tout en renforçant la résilience des communautés et en soutenant un développement économique équilibré et équitable.



100%

des projets incluent
une démarche
de dialogue et
concertation



332 000

emplois sont
soutenus par EDF
en France (dont
63 000 emplois
directs)

Progression de notre impact

DEPUIS LE PREMIER
RAPPORT IMPACT
2021, OÙ EN EST-ON ?

97%

des salariés sur sites fermés
ont retrouvé un emploi en
interne (centrales de
Fessenheim et du Havre)

+700

Salariés accompagnés
pour un redéploiement
interne entre 2021 et 2023

+33,4%

Fournisseurs bénéficiaires
de l'affacturage inversé
(voir glossaire) soit
743 fournisseurs

+7,6%

de productivité au
périmètre EDF grâce aux
partenariats productivité
(59,4 millions d'euros)

Performance mesurée entre les indicateurs
2021 et 2023 du groupe EDF.

✓ Engagements

ENTREtenir LE DIALOGUE AVEC NOS PARTIES PRENANTES

La concertation avec nos parties prenantes est l'un des piliers essentiels de l'engagement sociétal d'EDF. Afin de mieux guider son action, le Groupe a créé un Conseil de Parties Prenantes (CPP) pluridisciplinaire composé de personnalités de la société civile (voir page 9). EDF met aussi en place des dispositifs d'écoute et entretient un dialogue régulier avec de multiples acteurs externes – grand public, ONG, établissements d'enseignements, think tank mais aussi avec les salariés d'EDF à travers d'une démarche d'intelligence collective « Parlons énergies ».



CONTRIBUER POSITIVEMENT À L'EMPLOI LOCAL

En tant qu'employeur, EDF contribue au développement économique des territoires où il opère. Une étude conduite en 2023 montre que 332 000 emplois (dont 63 000 emplois directs) sont soutenus, directement et indirectement, par le Groupe en France.

INTÉGRER LES ENJEUX RSE DANS NOTRE POLITIQUE D'ACHATS

La Direction des Achats Groupe a fortement accéléré la prise en compte des enjeux environnementaux dans ses pratiques contractuelles avec un Plan Achats Durables qui vise à réduire l'impact carbone des achats de 30% d'ici à 2030. En 2023, le Groupe a ainsi publié la nouvelle charte RSE d'EDF avec ses fournisseurs et sous-traitants. Le Club fournisseurs dédié à la RSE a été lancé en 2023 et a regroupé plus de 80 fournisseurs stratégiques sur les enjeux carbone et ressources. Il se prolongera en 2024 au travers de groupes de travail, par filière industrielle, sur les enjeux de la décarbonation et de la préservation de la ressource en eau.

✓ Actions

SOUTENIR DES PROJETS DYNAMISANTS

EDF accompagne le développement économique local via SAFIDI. Outil d'engagement territorial, cette filiale a pour mission de faciliter les reconversions industrielles et l'essaimage grâce à des prêts participatifs accordés à des PME créatrices d'emplois et des prises de participations minoritaires dans diverses autres structures.



CONVERTIR NOS CENTRALES EN MAINTENANT LES EMPLOIS

Le Groupe a recours aux contrats de transition écologique (CTE) qui, dans une démarche de concertation, associent les parties prenantes d'un territoire pour engager la conversion du tissu économique local autour de projets durables. Ce dispositif a notamment été mis en œuvre à la centrale thermique d'Aragon (Gard), remplacée par une centrale

photovoltaïque. 300 emplois ont ainsi été maintenus, 38 ont été créés.

DÉVELOPPER DES FILIÈRES INDUSTRIELLES DURABLES EN CONCERTATION AVEC LES ACTEURS LOCAUX

À Fécamp, Courseulles-sur-Mer et Saint-Nazaire, le Groupe conduit des projets déterminants pour le développement de la filière industrielle française de l'éolien en mer. Tous se sont appuyés sur plusieurs phases de concertation avec l'ensemble des parties prenantes pour étudier et limiter l'impact des installations sur les activités maritimes locales – notamment la pêche.

AGIR POUR L'EMPLOI ET L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

Le FAPE EDF (Fonds Agir Pour l'Emploi) accompagne et finance des projets concrets et innovants qui répondent aux besoins des personnes vulnérables face aux problèmes d'emploi, avec 4 thématiques : l'insertion, la création de TPE, la mobilité et l'émergence de projets d'économie sociale et solidaire. Ainsi, chaque année, plus de 300 projets sont soutenus et près de 3500 emplois sont créés ou consolidés.

✓ Résultats

AVEC LE PROGRAMME EDF « UNE RIVIÈRE, UN TERRITOIRE »

>60
entreprises ont
bénéficié d'un prêt

>650
emplois créés
ou préservés

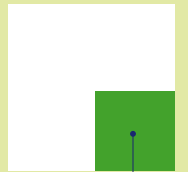
DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES INDUSTRIELLES

100%
+28,6 pt vs 2022
Taux de réalisation
pour la relocalisation
et le maintien des
compétences de
la filière nucléaire

3 693
salariés redéployés depuis
2018 dans des filières
énergétiques d'avenir

ACHATS RESPONSABLES

15,7 M€
Part des achats
d'EDF auprès du
secteur solidaire



22,7%
Part des achats du
Groupe (EDF et Enedis)
réalisés auprès de PME
situées en France

1500
PME sensibilisées
depuis juillet 2023 via
l'Alliance Pacte PME
pour la décarbonation et
la transition écologique
dont EDF fait partie

30

Agir pour accélérer la **transition** des **territoires**

En Corse : un engagement collectif pour le climat

Mobiliser les décideurs économiques autour d'un parcours de réinvention de leurs modèles d'affaires à l'intérieur des limites planétaires, telle est l'ambition de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC), un mouvement rejoint par EDF Corse ainsi que quelque 70 autres structures provençales et corses. La CEC a élaboré un parcours de prise de conscience et de transformation à destination des dirigeants : témoignages d'experts, apports pédagogiques et méthodologiques utilisant

l'intelligence collective, éclairages de précurseurs... Un programme riche structuré en 6 sessions thématiques avec notamment pour objectif de faire évoluer les modèles d'affaires des entreprises vers une économie régénérative d'ici à 2030. Pour EDF Corse, qui conduit déjà des actions RSE dans le domaine de la mobilité et de la biodiversité, l'idée est d'aller encore plus loin et de réfléchir au futur modèle énergétique de la Corse, dont l'approvisionnement en électricité reste contraint du fait de sa géographie.



CONVENTION DES ENTREPRISES
POUR LE CLIMAT

Depuis la création de la CEC en 2020, le groupe EDF a participé à différents parcours CEC territoriaux et sectoriels (CEC du monde financier, CEC industries).



« Grâce à la CEC, nous avons rencontré d'autres dirigeants corses qui partagent les mêmes ambitions et ont les mêmes problématiques. On a déjà prévu de travailler ensemble pour se challenger, s'enrichir mutuellement. »

Vincent de Rul, Directeur régional d'EDF Corse





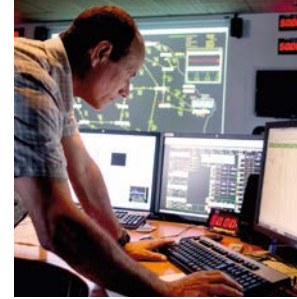
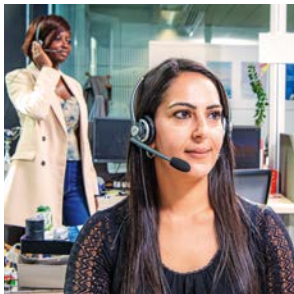
Vidéo
de présentation
du programme

Dans les vallées : agir sur le tissu local

Le groupe EDF déploie de nombreuses initiatives pour dynamiser le tissu économique, social et humain des territoires où il opère. Parmi ces initiatives, la création par EDF Hydro, il y a plus de dix ans, des agences « EDF, une rivière, un territoire ». Ce programme original vise à contribuer au développement durable et partagé des territoires, généralement ruraux et montagnards, parfois isolés. Les sept agences ont été coconstruites avec les acteurs institutionnels, économiques et associatifs locaux. Elles accompagnent les PME-PMI locales dans l'accès

à nos marchés, permettant à EDF Hydro d'avoir plus de 2400 entreprises locales référencées dans les métiers spécifiques à l'hydraulique et de réaliser plus de 67% de ses achats dans les départements où sont présentes les installations hydroélectriques. Elles proposent, également, des prêts participatifs dans les entreprises des vallées hydroélectriques œuvrant entre dans l'eau, l'énergie, l'environnement ou le tourisme local. Ce sont 737 emplois qui ont été créés en dix ans, dont 60 en 2023, malgré un contexte économique français contraint.

+ DE 2400
entreprises locales
référéncées auprès
des services achats
fournisseurs EDF
grâce à ces agences



500 000

tonnes de CO₂
évitée par an grâce
à la centrale



À la Réunion : une centrale bioénergie qui transforme le paysage

Première mondiale sur une centrale électrique de cette puissance : en décembre 2023, le groupe EDF, au travers de sa filiale EDF Production Électrique Insulaire (PEI), a inauguré la centrale bioénergie de Port-Est, à La Réunion. Ses 12 moteurs, auparavant alimentés au fioul, fonctionnent désormais avec de la biomasse liquide élaborée, à partir d'huile de colza. Un véritable défi technique qui a nécessité pas moins de deux ans de préparation technique et six mois de travaux. Cette conversion permet d'améliorer la qualité de l'air de l'île grâce à l'élimination

des émissions de soufre et à la réduction des émissions de poussière, tout en garantissant la production de 212 MW d'électricité sur le site. Chaque année, cette centrale bas carbone participera ainsi à éviter l'émission de 500 000 tonnes de CO₂. Grâce à ce projet, EDF rend totalement renouvelable – d'après les critères européens – sa production sur l'île de La Réunion et accompagne ainsi l'ambition du territoire : parvenir à 100 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030.

Jouer collectif pour maximiser notre impact

Tous ***mobilisés!***



> **80 000**

salariés sensibilisés
dans le cadre de la
Fresque du climat

SENSIBILISER ET MOBILISER

Sensibiliser les salariés aux enjeux, cela passe d'abord par leur compréhension. La **Fresque du climat** est un outil puissant qui peut être déployé à grande échelle. Plus de 80 000 salariés du Groupe ont déjà participé à ces ateliers qui reposent sur l'intelligence collective pour mieux appréhender les mécanismes du changement climatique soulevés par les rapports du Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les salariés EDF ainsi sensibilisés représentent **15 % de l'ensemble des salariés sensibilisés en entreprise dans le monde.** →

Sensibiliser, c'est bien, mobiliser, c'est mieux !
Pour jouer pleinement son rôle dans la transition énergétique, EDF peut compter sur l'engagement de ses collaborateurs.



En savoir plus sur la Fresque
du Climat chez EDF

Il s'agit aujourd'hui d'accélérer et d'encourager le passage à l'action. Le programme « **Combattre le CO₂, ça commence par nous** », développé avec la Direction des Ressources Humaines et la Direction Commerce, sert cet objectif. Il vise à encourager les salariés à mieux maîtriser leur empreinte carbone grâce aux produits et services du Groupe, ainsi qu'en adoptant des écogestes au quotidien.

DES INITIATIVES SPONTANÉES

« Le baromètre que nous réalisons tous les ans pour mesurer l'impact de nos actions montre que **les salariés du Groupe sont bien sensibilisés à l'urgence environnementale**. 95 % d'entre eux se disent préoccupés par le changement climatique et 99 % par la pollution des lacs, des rivières et des mers », explique Laure Hervé, Responsable de la division Engagement Sociétal à la Direction Impact d'EDF.



« Ce parcours m'a permis d'acquérir des notions en droits humains et en concertation qui se sont montrées essentielles lors de ma prise de poste, l'acceptabilité des projets représentant un enjeu clé pour les territoires insulaires. »

Muriel Ismert, Responsable Environnement à la Direction des Systèmes Énergétiques Insulaires (SEI)

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui vont plus loin, comme en témoignent les initiatives spontanées provenant des salariés. C'est le cas du **collectif Rhizome**, un lieu d'inspiration et de partage dédié aux enjeux écologiques. Créé en 2020, il rassemble aujourd'hui plus de 1800 membres et fait désormais partie d'un réseau de 120 collectifs d'entreprises engagées pour le climat. Une énergie supplémentaire, indispensable à la transformation de l'entreprise, et à la réalisation des engagements RSE du Groupe.



ZOOM

PROFESSIONNALISER ET ANIMER UNE COMMUNAUTÉ D'EXPERTS RSE

Co-construit en 2021 par la Direction Impact et des représentants des métiers et filiales du Groupe, le parcours Environnement & Société (E&S) a pour objectif de doter les participants – des salariés expérimentés dans les domaines de l'environnement et/ou du sociétal – d'un socle commun de connaissances sur les principaux enjeux RSE du Groupe. Il se compose de 16 modules échelonnés sur 8 mois, soit 50 heures de formation. Au-delà, il s'agit aussi de favoriser l'effet réseau et de faire vivre la communauté E&S au sein de l'entreprise. Près de 80 personnes ont d'ores et déjà été formées.

ZOOM

ENGAGÉS POUR LA PLANÈTE, UN PARCOURS POUR COMPRENDRE ET AGIR

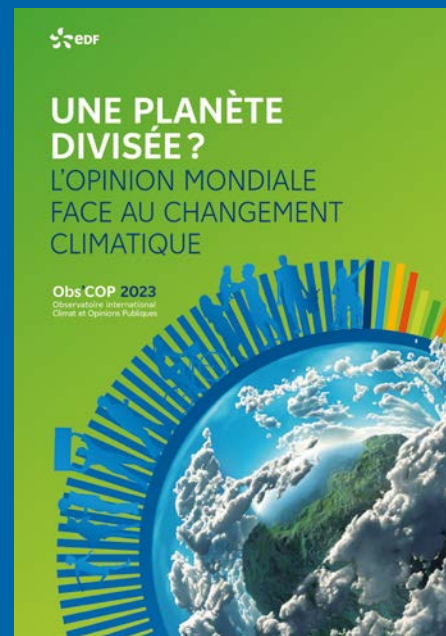
Lancés en 2023, ces courts modules vidéo sur le climat, la biodiversité ou encore les ressources naturelles, sont accessibles à tous via la plateforme de e-learning. Des parcours spécifiques à différents métiers (communication, finances, ressources humaines...) sont proposés pour agir concrètement au quotidien.

95%
des salariés d'EDF
sont préoccupés
par le changement
climatique
(source : Baromètre
interne des perceptions
de l'environnement 2023)



Pour aller *plus loin*

Consultez les publications ci-contre
en cliquant sur les images.



OBS'COP 2023



DEU 2023



RAPPORT COLLECTIF DIRIGÉ
PAR L'IMPACT TANK



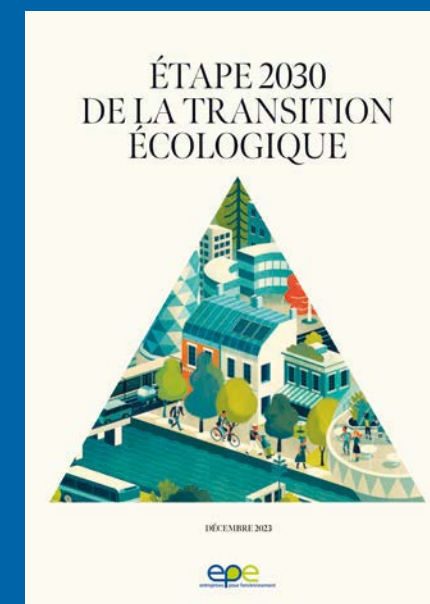
RAPPORT IMPACT 2021



CAHIER D'ADAPTATION



PODCAST
« WATT ?
OBJECTIF
2050 »



1^{ER} RAPPORT DES ENTREPRISES
POUR L'ENVIRONNEMENT (EPE)

www.edf.fr



Glossaire

Achats responsables : Politique d'achat qui vise à limiter les impacts négatifs d'une entreprise sur la société et l'environnement.

Adaptation au changement climatique : Solutions à court, moyen et long termes pour faire face aux risques naturels (inondations, érosion côtière, canicule, sécheresse...) liés au changement climatique.

Affacturage inversé collaboratif : Solution du groupe EDF proposé à ses fournisseurs, qui leur offre la possibilité de préfinancer leurs factures avant la date d'échéance contractuelle, et ce, dès l'émission du bon à payer par EDF.

CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) : Directive européenne, applicable depuis le 1^{er} janvier 2024, visant à améliorer et à harmoniser la divulgation de données environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par les entreprises.

Devoir de vigilance : D'après l'article L. 225-102-4 du Code de commerce, toute société employant au moins 5 000 salariés doit établir et mettre en œuvre un plan de vigilance relatif à l'activité de la société et de l'ensemble des filiales qu'elle contrôle pour prévenir les atteintes graves aux droits humains, libertés fondamentales, à la santé et sécurité des personnes et à l'environnement.

Double matérialité : Conjonction de la matérialité financière – qui évalue les opportunités et les risques générés par l'environnement socio-économique et naturel sur la performance d'une entreprise –, et de la matérialité d'impact – qui prend en compte les impacts positifs et négatifs d'une entreprise sur la société et l'environnement.

Effacement de consommation électrique : Appelé aussi mécanisme d'effacement, l'effacement de consommation électrique consiste à demander à des particuliers ou à des entreprises de réduire temporairement leur consommation d'électricité, lors des pointes de consommation. Les consommateurs qui s'engagent bénéficient d'une tarification avantageuse durant une grande partie de l'année, voire d'une rémunération dans certains cas.

ESG (Environnement, Social, Gouvernance) : Sigle international utilisé par la communauté financière pour désigner les trois critères qui constituent généralement les piliers de l'analyse extra-financière.

Impact : Effet d'une organisation sur l'économie, l'environnement et la société, résultant de ses activités.

Intensité carbone : Pour EDF, il s'agit des émissions de CO₂ liées aux activités d'une organisation, rapportées au volume de la production de cette organisation.

Intensité eau : Consommation d'eau douce, directe et indirecte, rapportée au volume de production d'une organisation.

Limites planétaires : Seuils pour maintenir les équilibres naturels. Neuf limites ont été identifiées : le changement climatique; l'érosion de la biodiversité; la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore; le changement d'usage des sols; le cycle de l'eau douce; l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère; l'acidification des océans; l'appauvrissement de la couche d'ozone; l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère.

Matérialité : Un enjeu matériel est un enjeu pouvant avoir un impact, positif ou négatif, sur les activités d'une organisation et sur sa capacité à créer de la valeur.

Mix énergétique : Répartition des différentes sources d'énergie consommées sur un territoire.

Neutralité carbone : D'après le rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), il s'agit de l'équilibre entre

les quantités de CO₂ émises et celles séquestrées (par des réservoirs ou puits de carbone), pour stabiliser la concentration de CO₂ dans l'atmosphère.

ODD (Objectifs de Développement Durable) : Liste de 17 priorités à l'horizon 2030 établies en 2015 par les Nations unies pour lutter contre les inégalités et faire face au changement climatique.

Risque matériel : Impact négatif causé par l'environnement socio-économique et naturel sur la performance d'une organisation.

Scopes 1, 2, 3 : Catégories d'émissions de gaz à effet de serre (GES) utilisées pour réaliser le bilan carbone d'une entreprise. D'après le GHG (Greenhouse Gas) Protocol (protocole des gaz à effet de serre) - méthode la plus reconnue internationalement pour la comptabilité carbone -, scope 1 correspond aux émissions directes, le scope 2 aux émissions indirectes associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou d'eau glacée pour usage propre, et le scope 3 aux émissions indirectes résultant des activités des fournisseurs d'une entreprise et émissions non incluses dans les scopes 1 et 2.

Contact : Direction Impact ; Direction de la Communication.

Conseil et réalisation graphique : **HAVAS** Paris

Crédits photographiques : ACROFILM (p. 7) ; R. Beaumont / Abaca Press (p. 26) ; G. Bernard (p. 6, 10, 32) ; G. Bernard / CAPA Pictures (p. 17) ; F. Berthelot / W. Beaucardet / PWP (p. 32) ; E. Blondet / Abaca Press (p. 9) ; M. Chanel / Agence VU' (p. 17) ; B. Conty (p. 31) ; L. Danilovic (p. 28) ; F. Delangle (p. 27) ; J-L. Dias (p. 6) ; J-L. Dias / PWP (p. 22) ; M. Didier / PWP (p. 24) ; G. Doucet (p. 8, 11) ; M. Duclos (p. 34) P. Dureuil (p. 24) ; EBS - Clean Energy Summit 2024 (p. 9) ; P. Eranian / PWP (p. 30) ; R. Fahl (p. 3) ; R. Flament (p. 13) ; M. Genel / CAPA Pictures (p. 3, 25) ; GETTY Images (p. 7) ; I. Giakoumopoulos / REA (p. 4, 20) ; J. Goldstein / TOMA / CAPA Pictures (p. 23) ; Groupe La Poste (p. 19, 20) ; Groupe La Poste / Septième Ciel Images (p. 19) ; Groupe La Poste / T. Lewenberg-Sturm (p. 20) ; Groupe La Poste / V. Joncheray (p. 20) ; C. Helsly / PWP (p. 37) ; C. Huret (p. 21) ; S. Jayet (p. 7, 18, 21, 26) ; V. Joncheray (p. 29) ; J-B. Leservot (p. 25) ; P. Marini / PWP (p. 7, 31) ; S. Marizy (p. 32) ; Maskot - DEEPOL by PlainPicture (p. 16) ; C. Meireis / Abaca Press (p. 11) ; A. Monier & T. Van Biessen / Les Corpographes / TOMA (p. 28) ; J-C. Moschetti / REA (p. 5) ; M. Nascimento / REA (p. 33) ; R. Philippon / SIPA (p. 32) ; X. Popy (p. 18) ; X. Popy / REA / CAPA Pictures (p. 26) ; P. Santoni (p. 31) ; M. Siragusa / Agence VU' (p. 22) ; M. Senlis (p. 1) ; Shutterstock / ALPA PROD (p. 28) ; Shutterstock / Klevo (p. 27) ; W. Simitch (p. 8) ; F. Sonnet / W2P (p. 10) ; A. Soubigou (p. 14) ; F. Oddoux / PWP (p. 16, 23) ; L. Wargon (p. 30) ; N. Zorkot / CAPA Pictures (p. 29).

Unités de production, installations et projets : Barrages : Gnioure, Occitanie (p. 16) ; Laouzas, Occitanie (couverture) ; Les Gloriettes, Occitanie (p. 23) ; Matemale, Occitanie (p. 10) ; Poutès, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 22) ; Roselend, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 23) ; Serre-Ponçon, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 10, 32) ; Tolla, Corse (p. 31) / Base de Maintenance de Saint-Dizier, Grand Est (p. 26) / Centrale hydraulique de Romanche-Gavet, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 22) / Centrale solaire de Loyettes, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 17) / Centrale solaire flottante de Lazer, Provence Alpes Côte d'Azur (p. 7, 13) / Centrales thermiques : Cordemais, Pays de la Loire (p. 29) ; Port-Est, Île de la Réunion (p. 32) / Centre d'ingénierie hydraulique de la Motte Servolex, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 34) / Centrales nucléaires : Cruas Meysse, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 3, 18) ; Flamanville 1 & 2, Normandie (p. 5, 14, 25) ; Saint-Laurent-des-eaux, Pays de la Loire (p. 7, 18, 21, 24, 26) ; Tricastin, Auvergne-Rhône-Alpes (p. 37) / EDF Lab Paris-Saclay, Île-de-France (p. 26, 33) / Hôtel des Postes à Nantes, Pays de la Loire (p. 20) / Installations solaires dans la région de Meknès, Maroc (p. 30) / Parcs éoliens : Pouzols, Occitanie (p. 22) / Parcs éoliens en mer : Fécamp, Normandie (p. 30) ; Saint-Nazaire, Pays de la Loire (p. 6) / Projet ZOLA en Côte d'Ivoire (p. 29) / Station de conversion électrique de Lucciana, Corse (p. 31).

Avertissement : Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans ce rapport, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de ce rapport ou de son contenu.

Les données présentées dans ce rapport sont, sauf indication contraire, celles issues de l'année 2023. Des informations détaillées sont disponibles dans le Document d'Enregistrement Universel (URD) 2023 d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2024, consultable en ligne sur le site interne et de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.fr.

EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce rapport pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de la parution.

RAPPORT IMPACT 2024



22-30, avenue de Wagram
75008 Paris - France
SA au capital de 2 084 365 041 euros
552 081 317 RCS Paris
www.edf.fr

